

Evolution de l'offre de formation professionnelle initiale sous statut scolaire **Rentrée 2022**

NOTE DE CADRAGE

Les compétences des hommes et des femmes constituent un élément clé de la compétitivité du territoire régional. La formation professionnelle initiale est un outil essentiel au service des populations et des entreprises, pour permettre à chaque jeune de trouver sa voie et de s'insérer durablement dans l'emploi, et pour satisfaire au mieux les besoins en compétences exprimés par les acteurs économiques et ainsi préparer l'avenir.

Ainsi, afin de proposer les évolutions les plus pertinentes pour les jeunes et pour le territoire, l'évolution de l'offre de formation professionnelle initiale scolaire s'inscrit dans un processus coordonné entre la Région et les autorités académiques (Rectorat, DRAAF), en concertation avec les partenaires sociaux et les branches professionnelles.

Ce processus coordonné se décline désormais dans le cadre de l'élaboration de 11 contrats d'objectifs sectoriels régionaux emploi, formation et orientation professionnelles ((1) Inter-industries, (2) Services à forte intensité de main-d'œuvre (hôtellerie-restauration, sécurité, propreté, intérim) (3) Construction, (4) Commerce, (5) Entreprises de proximité (artisanat et professions libérales), (6) Services numériques, financiers et conseil, (7) Mobilités (transport, logistique et réparation automobile), (8) Agriculture, Aménagement paysager et agro-alimentaire, (9) Tourisme-Sport-Culture-et médias, (10) Cohésion sociale, (11) Santé). Ces onze contrats seront signés pour la période 2020-2022 entre les fédérations professionnelles régionales des branches, le Préfet, les autorités académiques, la Région et l'OPCO du secteur.

Par ailleurs ce processus entre également dans le cadre du projet académique de la Région Académique Pays de la Loire, et tout particulièrement l'objectif d'insertion et la possibilité pour chacun de construire sa place dans la société à travers notamment l'axe trois visant la construction de parcours professionnels pour tous les apprenants ainsi que dans le projet régional de l'enseignement agricole.

Cette note de cadrage s'inscrit par ailleurs dans un contexte de poursuites de la mise en place de réformes profondes dans le champ de l'éducation et de la formation, qui impactent la formation professionnelle, les compétences et le rôle des acteurs concernés notamment dans le champ de l'orientation à travers les nouvelles compétences de la région en matière d'information sur les métiers et les formations (Décret n° 2019-218 du 21 mars 2019).

La présente note de cadrage couvre l'évolution de l'offre de formation professionnelle initiale sous statut scolaire, CAP, Bac Pro, BTS, ainsi que les mentions complémentaires, et les diplômes d'Etat mis en œuvre par les différentes autorités académiques. Cette évolution sera formalisée dans la convention annuelle signée entre les autorités académiques et la Région.

Il convient de rappeler les compétences respectives de l'Etat et de la Région en matière d'évolution de la carte des formations professionnelles initiales. En ce qui concerne l'offre de formation professionnelle initiale sous statut scolaire, la Région arrête chaque année la carte régionale des formations, après accord des autorités académiques (Rectorat, DRAAF). Le nombre d'ouvertures accordées est conditionné par les moyens (subventions et emplois) alloués par les autorités académiques et les contraintes budgétaires de la Région en matière de locaux et d'équipements. Dans ce contexte les établissements de formation doivent mettre en perspective l'évolution de leur offre de formation (ouvertures, fermetures, évolution du nombre de places) **sur une période de trois à quatre ans** et conduire cette réflexion comme un des axes centraux du projet d'établissement.

Les évolutions de la carte des formations professionnelles initiales sous statut scolaire devront être conduites dans le souci de la préservation des équilibres entre les différents statuts de la formation professionnelle : scolaire, alternance (apprentissage et contrat de professionnalisation), stagiaire de la formation professionnelle continue dans le respect de l'équilibre territorial de l'offre de formation déjà existante. Afin de valoriser au mieux l'appareil de formation et d'autoriser les parcours mixtes de formation professionnelle, les projets incluant la mixité des parcours et des publics seront étudiés avec attention. A cette fin, les projets d'ouverture de places en mixage seront instruits par les autorités académiques en lien avec la Région.

Les principes guidant l'évolution de l'offre de formation professionnelle initiale sous statut scolaire s'inscrivent dans une stratégie de développement des compétences du territoire qui s'articule avec la stratégie de développement économique définie dans le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII), adopté en décembre 2016 par la Région, et avec la stratégie régionale emploi formation orientation professionnelles (SREFOP) adoptée par le CREFOP en octobre 2017, et le Schéma régional des formations sanitaires et sociales qui lui est annexé qui se déclinent :

- sur les 18 territoires EFOP régionaux au sein des CLEFOP,
- par 11 dialogues sectoriels préalables à la signature de 11 contrats d'objectifs régionaux emploi-formation-orientation afin de créer les conditions d'une coopération renforcée en matière d'emploi, de formation et d'orientation pour répondre au mieux aux besoins des entreprises et des Ligériens.

Trois enjeux guideront plus particulièrement les choix de la Région et des autorités académiques dans l'évolution de l'offre pour la rentrée 2022 :

- **L'adaptation de l'offre de formation pour répondre aux enjeux des mutations économiques, numériques, énergétiques et démographiques et aux besoins des employeurs privés et publics**

Une attention particulière sera portée aux besoins en compétences exprimés au plus près des territoires. Les projets pourront s'appuyer sur les analyses des différents dispositifs mis en place et notamment les comités locaux emploi, formation et orientation professionnelles, les comités locaux éducation économie, les campus des métiers et des qualifications ainsi que celles conduites dans le cadre de l'élaboration et du suivi des onze contrats d'objectifs sectoriels emploi, formation et orientation professionnelles et en s'appuyant sur les travaux des différents observatoires des métiers et des qualifications. Les avis des branches professionnelles et/ou des professionnels sont fortement conseillés dans la construction des projets.

Par ailleurs l'utilisation des sites SAFRAN (www.safran-pdl.fr), REPERES Territoriaux (reperes-paysdelaloire.fr) et choisirmonmetier-paysdelaloire.fr contribuera à éclairer les réflexions et les propositions. **Une analyse qualitative des dossiers sera effectuée.**

En outre la Région et les autorités académiques considéreront prioritairement les demandes liées :

- au développement des compétences dans les secteurs et branches à fort potentiel pour le développement économique de la région : Numérique, Inter-industries (électronique et énergies renouvelables), Mobilités (transport-logistique), Agro-alimentaire,
- au développement des compétences liées aux technologies avancées de production (robotique, fabrication additive, numérisation...),

- au renforcement de l'offre de formation dédiée :
 - ✓ aux services à la personne (Santé, cohésion sociale,
 - ✓ aide à domicile) aux services support aux entreprises (RH, commercial, management, maintenance, gestion de production, services numériques...).

La liste des métiers prioritaires correspondant à ces secteurs est présentée en annexe de la présente note.

- **La volonté de favoriser l'accès de tous à un parcours de formation qualifiant**

Une attention particulière sera portée à la demande sociale de formation exprimée dans les différentes procédures d'affectation en lycée et d'admission dans l'enseignement supérieur (Parcoursup/Inser jeunes). Cette demande apparaît dans les taux de pression observés à l'entrée en formation.

Certains axes sont d'ores et déjà identifiés comme éléments à prendre en compte dans cet enjeu :

- la mise en œuvre des familles métiers nécessite de réfléchir à l'offre de spécialités de 1^{ère} professionnelle associées et à une mise en réseaux des établissements,
- la poursuite de l'expérimentation Bac Pro-BTS vise à renforcer la poursuite d'études des baccalauréats professionnels en BTS qui doit s'accompagner d'une réflexion sur l'offre de BTS,
- la recherche de continuum entre les niveaux notamment par le développement de pédagogies innovantes à l'aide d'outils numériques, le mixage des publics (scolaires, apprentis, stagiaires de la formation continue), le développement de partenariats (entre lycées, CFA, universités).
- **La volonté d'optimiser l'offre de formation et de favoriser l'équilibre territorial à travers une analyse qualitative de la carte des formations**

Le contexte budgétaire contraint, tant pour l'Etat que pour la Région, implique de veiller à l'optimisation des places existantes et éventuellement d'opérer des réallocations de moyens en fonction des besoins (notamment par la substitution d'une formation à une autre si elle est jugée plus pertinente). Les formations fragiles seront ainsi identifiées et donneront lieu à des échanges spécifiques avec les établissements sur les suites à donner, et notamment sur d'éventuelles fermetures. A cette fin, une analyse qualitative de la carte des formations sera effectuée de nouveau en concertation entre la Région et les autorités académiques.

L'optimisation de l'offre implique, dans les décisions d'évolution de la carte des formations, de considérer :

- le cœur de compétences de formation des établissements en cohérence avec le projet d'établissement, y compris dans une perspective pluriannuelle et leur implantation sur le territoire,
- la capacité de l'établissement à accueillir une nouvelle formation en termes de locaux et d'équipements ou de moyens supplémentaires à mobiliser (en lien avec l'évolution des référentiels). Les projets relevant d'établissements déjà soumis à une forte pression démographique seront examinés avec la plus grande prudence. Une demande d'ouverture ne faisant pas état de besoins complémentaires pourra être remise en cause, en cas d'avis favorable, si **des demandes d'investissements ou d'équipements interviennent après la décision d'ouverture,**
- le taux d'occupation des sections de formation,
- le taux d'insertion dans l'emploi des diplômés,
- le taux de poursuite d'étude des diplômés.

Concernant les diplômes récemment créés, renouvelés ou en cours de rénovation, ils feront l'objet d'un traitement spécifique :

- pour les diplômes récemment créés ou renouvelés, l'impact sur l'offre existante sera examiné préalablement à toute demande de nouvelle ouverture et ceci dans le cadre d'un calendrier pluriannuel,
- pour les diplômes en cours de rénovation (arrêtés de création et référentiels non parus à la date de diffusion de la présente note), l'examen d'une demande d'ouverture de section ne sera pas effectué,
- les dossiers déjà rejetés deux fois ne seront pas examinés à nouveau.

La Région et les autorités académiques invitent les équipes de direction des établissements à veiller à prendre en compte ces éléments de cadrage dans les réflexions engagées pour l'évolution de leur offre de formation.

En fonction des décisions d'évolution de la carte des formations professionnelles initiales qui seront arrêtées, il appartiendra aux établissements d'élaborer la stratégie adéquate pour informer les jeunes, les parents et les acteurs de l'orientation sur leur offre de formation, d'inscrire cette offre dans leur territoire et d'impliquer les acteurs économiques concernés dans sa mise en œuvre.

Annexe :

- Calendrier de l'instruction de l'offre de formation professionnelle initiale 2022.

Nantes, le

La Présidente du Conseil régional
des Pays de la Loire

Christelle MORANÇAIS

Le Recteur de la région académique Pays
de la Loire
et de l'académie de Nantes

William MAROIS

Le Directeur régional de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt des Pays de la
Loire

Armand SANSEAU

Liste Métiers prioritaires issue des travaux des Dialogues sectoriels emploi-formation-orientation

Secteurs	Métiers
« Inter-industries »	<p><u>Ouvrier qualifié travaillant par enlèvement de métal :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> -Fraiseur, tourneur, usineur -Ouvrier non qualifié travaillant par enlèvement de métal : -Conducteur de tour, fraiseuse, aléseuse, -Décolleteur Ouvrier ajusteur, Ouvrier fraiseur, Ouvrier tourneur, Aléseur -Chaudronnier, tôlier, serrurier, métallier, -Monteur ajusteur, -Technicien en mécanique - travail des métaux -Ouvrier non qualifié électricité et électronique: -Bobinier (ou bobineur), Câbleur, Monteur câbleur, Monteur de transformateurs -Matériaux construction verre -Ouvrier qualifié matériaux construction verre : -Céramiste, Conducteur de machine à mouler, -Opérateur d'étenderie (verre), Opérateur de cimenterie, Opérateur programmeur, -Préparateur de pâtes (verre), Régleur de cokerie, Verrier <p><u>Chimie, Plasturgie, Nautisme :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> -Ouvrier qualifié : opérateur de conditionnement - Opérateur composite <p><u>Industries créatives et techniques, Mode et Luxe :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> -Ouvrier non qualifié textile/ cuir -Brodeur en Lingerie, -Mécanicien en chaussure, -Mécanicien en confection, couture, -Ouvrier du cuir, Piqueur en chaussures, ganterie, maroquinerie, Pistoletteur-tannerie-mégisserie, -Retordeur en filature -Ouvrier qualifié en textile/ cuir : -Couturier Luxe, Modéliste 2D-3D, Piqueur Monteur en maroquinerie, Monteur chaussures, Coupeur Conducteur de ligne de fabrication, Bonnetier, Conducteur de machine à tufter, Conducteur régleur de dérayeuse, Conducteur régleur de machine, Corroyeur, Pilote d'installation, Pupitreux-lecteur, Rondier polyvalent, Surveillant opérateur, Responsable de fabrication, Mécanicien régleur de maintenance <p><u>Métiers transversaux Inter-industries :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> -Technicien des industries de process, -Technicien et Agent de maitrise de la maintenance des installations -Conducteur régleur, monteur régleur -Conducteur de ligne de fabrication et/ou de production -Opérateur de production -Electricien
« Commerce »	<p>Vendeur lunetier</p> <p>Responsable de rayon</p> <p>Boucherie</p>

	Poissonnerie Charcuterie – traiteur Vente en alimentation Responsable e-commerce Manutentionnaire Opérateur de conditionnement Préparateur de commande Réparateur de cycle Technicien de maintenance (engins de chantier, levage, manutention et machine agricoles)
« Construction »	<u>Bâtiment :</u> -Maçon -Couvreur -Serrurier métallier -Charpentier -Electricien -Plombier chauffagiste <u>Travaux Publics :</u> -Ouvrier VRD, -Canalisateur, -Monteur de réseaux électriques et fibre <u>Distribution de Matériaux :</u> -Magasinier
« Entreprises de proximité »	Poissonnier Boucher Charcutier – traiteur Boulangier– viennoiserie Vendeur en alimentation Auxiliaire de Vie Aide à domicile et aide-ménagère Frigoriste Fleuriste
« Services Numériques, financiers et conseil »	Concepteur/développeur orienté Data (modélisation, référentiel, transformation, restitution) Développeur/concepteur, qu'il s'agisse de Web et de logiciels traditionnels (hors web). Gestionnaire et développeur exploitation (système, réseau) / Support
« Mobilités »	Conducteurs (trices) en Transports de Marchandises, Mécaniciens, Responsables d'Exploitation Opérateurs Logistique : -Réception -Conditionnement ; -Manutention et magasinage. Responsable Logistique : -Entrepôt, -Ordonnancement/planification -Gestion des stocks -Responsable Achat -Supply chain Manager.
« Tourisme, sport, culture, industries créatives, médias, communication, télécommunications, loisirs et divertissement »	Agent de maintenance et entretien polyvalent Gouvernante hôtellerie Développeur – gestionnaire- informatique et systèmes d'information Agents de restauration

	Agents d'accueil Gestionnaires comptables
« Cohésion sociale »	Métiers du social, médico-social et sanitaire Service à la personne (AES domicile...) Animateur petite enfance Auxiliaire de puériculture Gestionnaires comptables Agents d'accueil Développeur – gestionnaire- informatique et systèmes d'information
« Santé »	Métiers du social, médico-social et sanitaire Service à la personne (AES domicile...) Animateur petite enfance Auxiliaire de puériculture Agent d'entretien (bio nettoyage)